



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 35– 27 octobre 2021

En bref

Au Mexique, le pourcentage d'émissions polluantes dues à l'utilisation d'énergie est plus élevé que la moyenne des pays du G-20. Les taxes sur le carbone couvrent 58,1 % des émissions de CO₂ du pays dues à l'utilisation d'énergie. Selon les données de l'OCDE, les prix explicites du carbone ont augmenté au Mexique pour atteindre une moyenne de 1,56 € par tonne de CO₂, soit une augmentation de 0,3 € depuis 2018. En revanche, en 2021, les impôts spéciaux sur les carburants (IEPS) étaient de 25,07 € en moyenne, soit 4,57 € de moins qu'en 2018.

LE CHIFFRE À RETENIR

-1,6%

L'activité économique au Mexique en août (g.m.)

Zoom sur l'Approbation de la loi relative à la transparence fiscale au Panama

Le projet de loi n°624 qui reprend et adapte 6 anciennes législations relatives à la transparence fiscale internationale, a été approuvé en 3ème lecture à l'Assemblée Nationale. L'objectif de cette loi, rappelé par le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF), est avant tout de faire en sorte que le Panama sorte des listes discriminatoires. Par cette loi, le Panama réitère son engagement vis-à-vis des organisations internationales, notamment celui de mettre en œuvre le plan d'action GAFI. C'est pourquoi, le MEF rappelle dans un communiqué, que l'initiative juridique contient certaines des recommandations du GAFI telles que la garantie d'un système de sanctions dissuasif et proportionné en cas de non-respect des normes en vigueur, un accès à l'information du bénéficiaire final des personnes morales, ainsi que

l'amélioration de l'efficacité des échanges d'informations fiscales entre juridictions. Telles qu'approuvées, les modifications législatives concernent essentiellement les entités non financières (entreprises des zones franches, agences immobilières, ...), régulées par la Superintendencia des sujets non financiers, et semblent créer les conditions permettant d'effectuer des transactions internationales transparentes dans le monde et d'attirer les investissements étrangers. Néanmoins, l'affichage positif que peut apporter le Panama aux yeux des organisations internationales avec cette nouvelle loi, restera à se concrétiser à court terme par des décrets d'application.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 27 octobre, le Mexique enregistrait 287 274 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,67% en une semaine. 3 793 783 cas confirmés ont été enregistrés (+0,69% en une semaine). Au 25 octobre, 54,5% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Après avoir rejeté le débat sur toutes les réserves **présentées par l'opposition et refusé de changer le texte, Morena et ses alliés ont approuvé en général et en particulier la loi diverse fiscale pour 2022**, qui comprend des réformes controversées, comme la diminution des dons aux associations de la société civile et l'inscription obligatoire au RFC pour les jeunes de plus de 18 ans. La plénière a notamment rejeté la proposition de l'opposition de revenir sur les limites des déductions pour les dons.

Suite à l'approbation de cette loi, les Services de l'administration fiscale (SAT) connaîtront une série de changements en 2022. La loi diverse fiscale 2022 propose entre autre de rendre obligatoire l'enregistrement au Registre fédéral des contribuables (RFC) de toutes les personnes physiques de plus de 18 ans, qu'elles génèrent ou non des revenus. Il y aura désormais une surveillance des dépôts : les banques devront signaler au SAT, au plus tard le 17 du mois suivant, tout dépôt en espèces de plus de 15 000 pesos reçu par le titulaire du compte, afin de détecter des éventuels écarts entre les dépenses et les revenus. De plus, de nouveaux produits seront soumis au taux de 0 % de TVA, comme les produits d'hygiène menstruelle et les aliments pour animaux. Enfin, le gouvernement fédéral entend simplifier le paiement de l'Impôt sur le Revenu (IR) et réduire les coûts de mise en conformité, en particulier chez les petits contribuables.

Le ministère des finances souhaite allouer davantage de budget pour renforcer l'équipe d'avocats du gouvernement en charge des litiges internationaux. Il est prévu de dépenser 154,7 M MXN (6,4 M EUR) auprès de la Direction générale du conseil juridique du commerce international du ministère de l'Économie pour son exercice en

2022. Si ce montant est approuvé par le Congrès, le conseil disposerait d'un budget presque quatre fois supérieur à celui qu'il a reçu en 2021 (40,9 M MXN) et le deuxième plus important de ces huit dernières années. L'injection de ressources supplémentaires suggère que le gouvernement prépare son équipe juridique en prévision à la fois de la consultation sur les règles d'origine automobile avec les États-Unis et de l'arbitrage sur les changements radicaux de la politique énergétique du pays.

3 ÉCONOMIE

L'économie mexicaine a connu en août sa plus forte baisse depuis mai 2020, en raison de la troisième vague de COVID-19, de la réforme de la sous-traitance qui a affecté le secteur des services et de la pénurie de semi-conducteurs dans le secteur automobile. En effet, l'indicateur global de l'activité économique (IGAE) du Mexique s'est contracté de 1,6 % par rapport au mois précédent en août, après avoir augmenté de 0,1 % en juillet. Ceci est dû principalement à une baisse de 2,5 % des activités tertiaires (commerce et services).

La reprise économique du Mexique sera progressive, incomplète et même plus lente que celle des autres pays d'Amérique latine, selon Carlos Serrano, économiste en chef de BBVA Mexique. Le scénario de base de BBVA Mexique suppose que la reprise se poursuivra l'année prochaine, avec une croissance estimée à 3,2 % pour 2022, après les 6 % prévus à la fin de cette année. Le pays, qui a été durement touché par la pandémie est en effet encore loin d'une reprise complète de l'emploi et des investissements.

Le marché du travail enregistre deux mois consécutifs à la baisse : notamment 544 350 emplois ont été perdus en septembre. Selon

l'enquête nationale sur la profession et l'emploi, la population active est passée de 55,6 à 55,1 M de personnes au cours du neuvième mois de l'année. Par sexe, les hommes ont enregistré une baisse de 30% du taux de personnes occupées, tandis que pour les femmes, cette baisse était de 70%. Par secteur, les services ont été les plus impactés avec une baisse de 731 764 du nombre de personnes occupées en septembre, par rapport au mois précédent. La plupart des emplois perdus étaient informels, 405 000 au total, tandis que les pertes d'emplois formels s'élevaient à 139 000.

Les exportations de marchandises mexicaines ont enregistré un ralentissement pour le quatrième mois consécutif au cours du mois de septembre 2021, principalement en raison de la baisse des exportations dans l'industrie automobile, selon les données de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). En effet, les exportations de marchandises ont augmenté de 8,2% g.a. ce mois-ci, contre 125,2% g.a. en mai, 29,1% g.a. en juin, 15,2% g.a. en juillet et 8,9% en août g.a.. En son sein, les exportations pétrolières ont diminué de 6% g.m. et les non-pétrolières ont augmenté de 5,9%. Les importations ont quant à elles augmenté de 29,1% en rythme annuel.

Cette semaine, les prix du pétrole ont atteint leur plus haut niveau depuis 2014, en raison des craintes que la hausse de la consommation ne dépasse l'offre. Les pénuries de gaz naturel et de charbon entraînent notamment une demande supplémentaire de produits pétroliers. Pendant ce temps, l'OPEP et ses alliés n'ont pas réussi à extraire suffisamment de pétrole pour atteindre leurs objectifs de production, aggravant ainsi le déficit d'approvisionnement. Le mix de pétrole mexicain s'échangeait ainsi à 77,78 USD/ barils au 27/10/2021. Aussi, les prix actuels du pétrole sur les marchés internationaux, à 78 USD/ baril, sont bien supérieurs au prix calculé dans le paquet

économique 2022 de 55,1 USD/ baril. Le sous-secrétaire des finances G. Yorio a cependant averti que les cours du pétrole sont très volatiles et que les marchés prévoient une légère baisse des prix du pétrole à terme.

Le Fonds monétaire international (FMI) recommande au Mexique, au Brésil, à l'Argentine et à la Colombie de mettre en œuvre des politiques d'atténuation des polluants, telles que l'élimination des subventions aux carburants et l'augmentation des taxes sur le carbone. Cela permettrait de générer des recettes fiscales supplémentaires comprises entre 0,5 et 4,5 % du PIB. Ces mesures devront s'accompagner de transferts en espèces pour compenser les coûts plus élevés pour les ménages aux faibles revenus. Le Mexique a contribué à hauteur de 1,5 % des émissions nettes totales de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial et à 1,7 % des émissions nettes mondiales hors CO2 en 2018. Il s'agit du deuxième plus grand émetteur après le Brésil, suivi de près par l'Argentine, alors même que les trois pays sont particulièrement vulnérables à l'impact du changement climatique. En outre, le FMI suggère d'autres mesures d'atténuation des polluants, telles que l'introduction de quotas et de systèmes d'échange de droits d'émission, l'adoption de réglementations favorables, des investissements verts et des dépenses de recherche et développement.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Des entreprises américaines et canadiennes préparent des poursuites judiciaires contre la réforme de l'électricité si elle est approuvée dans l'état actuel. En effet, si le gouvernement n'accorde pas de compensations comme le stipule le T-MEC pour indemniser les entreprises privées, celle-ci pourraient intenter un procès. Il est probable que de nombreuses entreprises ne décident plus d'investir au Mexique, selon le

président de la Confédération patronal de la République mexicaine (Coparmex), José Medina Mora. Les entreprises craignent les risques d'expropriation pour les investissements réalisés par le secteur privé dans les énergies renouvelables depuis 2013.

Si le Congrès de l'Union approuve la réforme de l'électricité proposée par le président Andrés Manuel López Obrador, le gouvernement maintiendra son engagement en faveur de faibles coûts d'électricité puisqu'il disposera de « davantage d'outils » pour faire baisser les tarifs dans le pays, a déclaré mardi le directeur de la Commission fédérale de l'électricité, Manuel Bartlett.

5 ACTUALITES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES

La Cour suprême de justice de la nation mexicaine (SCJN) a rejeté quatre recours contre le décret visant à interdire le glyphosate. De nombreux procès restent en cours. Greenpeace a de son côté publié une analyse juridique et technique qui conclut sur le fait que l'application du décret est « constitutionnelle, possible et légitime ».

Les Etats Unis bloquent l'importation de tomates mexicaines invoquant le non-respect de normes sociales. Deux entreprises sont accusées d'employer des travailleurs forcés, en violation de l'accord ACEUM. Lors de la négociation un protocole modificatif avait introduit des clauses en matière d'environnement et de droit du travail.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 27/10/2021
Bourse (IPC)	-1,11%	+38,30%	51 714,6 points

Taux de change USD/MXN	-0,34%	-3,29%	20,19
Taux de change EUR/MXN	+0.12%	-4,98%	23,57
Prix du baril mexicain	+1,85%	+114,01%	77,78

Amérique centrale

1. Région

Sur les trois premiers trimestres de l'année 2021, les transferts de fonds de migrants à destination des pays du Triangle nord ont atteint 21,9 Mds USD, soit 95% du montant total reçu en 2020. Les remesas à destination du Guatemala ont connu une hausse de 20% par rapport aux neuf premiers mois de 2020, celles à El Salvador de +31% g.a. et celles au Honduras de +33% g.a. Ces remesas représentent déjà respectivement 23%, 22%, et 12,5% du PIB 2020 du Honduras, d'El Salvador et du Guatemala. Le Nicaragua n'a pas encore publié le montant des remesas reçues en septembre 2021 mais elles présentent déjà 1,4 Md USD soit 75% du montant reçu en 2020.

Le député nicaraguayen Daniel Ortega Reyez – homonyme du Président du Nicaragua – a été élu Président du Parlement centroaméricain (Parlacen) pour un mandat d'un an. Président du Parti *Unidad Cristiana* et proche du Président Ortega, M. Ortega Reyez occupe le poste de Représentant du Nicaragua au Parlacen depuis 2007. Le Parlacen est l'organe de représentation politique régional ayant un mandat consultatif sur la politique des pays.

2. Costa Rica

Le taux de pauvreté baisse à 23% en 2021. Selon l'enquête nationale relative aux foyers au Costa Rica, en juillet 2021, le pourcentage de foyers pauvres atteignait 23%, soit 383 500 foyers concernés. Le taux de pauvreté a diminué de 3,2 points par rapport à l'année 2020. L'extrême pauvreté quant à elle, caractérisée par l'absence de satisfaction des nécessités alimentaires et de logement de base, concerne en 2021 près de 6,1% des foyers costariciens, soit 104 500 ménages (baisse de 0,7 points de pourcentage par rapport à 2020). La baisse de la pauvreté entre 2020 et 2021 s'explique notamment par une augmentation du revenu mensuel par foyer (+11,2%). Le revenu par personne ainsi que les revenus sur la propriété ont connu une croissance significative entre 2020 et 2021, respectivement +15% et +39%. Néanmoins, malgré une baisse des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté par rapport à 2020, le niveau de pauvreté dans son ensemble pour l'année 2021 reste élevé et nettement supérieur à celui enregistré en 2019.

3. El Salvador

Le Président Bukele a inauguré hier en présence de l'Ambassadeur de France au Salvador la mise en service de l'usine de traitement d'eau Torogoz (nouveau nom, post travaux de réhabilitation, de l'usine de Las Pavas) financée grâce à un prêt du Trésor et réhabilitée par Suez. La nouvelle usine permettra l'approvisionnement en eau à 1,5 million de Salvadoriens (40% de l'agglomération San Salvador). La réhabilitation du site a par ailleurs permis de doubler le débit d'eau traité à 3m3/s et de réaliser des économies d'énergie de 25%.

L'agence de notation S&P a révisé la perspective de dette souveraine d'El Salvador de stable à négative. S&P justifie cette révision par la demande croissante de financements du pays et le maintien à des niveaux élevés du déficit budgétaire et de la dette malgré la reprise économique. L'agence de notation, qui

maintient ses notes à court terme et long terme à B et B- respectivement, précise que le remboursement d'une obligation internationale de 800 MUSD arrivant à échéance en janvier 2023 sera critique pour la stabilité financière du pays. Enfin, S&P s'attend à un futur accord avec le FMI pour un montant maximal de 1,4 Md USD.

4. Guatemala

La hausse de l'offre de la cardamome affecte son prix. Les deux principaux pays producteurs, le Guatemala et l'Inde, prévoient des récoltes plus importantes pour 2021-2022. Les récoltes guatémaltèques ont atteint 32.000 tonnes sur la période d'octobre 2020 à septembre 2021, et devraient atteindre les 37.000 tonnes à la fin de la récolte. En Inde, une hausse de 27% est également anticipée. Le cours actuel pour 100 livres avoisine 426 USD contre un niveau compris entre 517 USD et 581 USD il y a un an et 646 USD mi-2019.

Le Président Giammattei a ordonné dimanche l'état de siège à El Estor en raison des affrontements survenus entre les opposants et les forces de sécurité concernant l'exploitation de la dernière mine de métaux active du pays. La mine Fenix (700 MUSD d'investissement) appartenant à la Compañía Guatemalteca de Níquel, propriété d'un consortium helvético-russe, a suscité ces dernières semaines l'ire des communautés autochtones locales Qeqchi, qui s'opposent à son exploitation sans consultation de la population. L'exploitation de la mine est suspendue depuis 2019 par la Cour constitutionnelle en raison de l'absence de consultation. Cependant, malgré l'interdiction, les opposants assurent que la mine continue de fonctionner.

5. Honduras

Dans le cadre de la mission du FMI au Honduras pour approuver la cinquième révision de l'accord avec le pays, l'organisation patronale COHEP a souligné au gouvernement et à l'instance internationale ses pistes de réflexion. La COHEP indique notamment que le budget 2022 n'offre pas les conditions anticycliques nécessaires à la relance économique. L'organe patronal précise par ailleurs que la méfiance de la population à l'égard des élections générales de novembre engendrera une hausse de la conflictualité sociale, affectant l'économie. Enfin, la situation de la compagnie électrique nationale ENEE continue de fortement se dégrader. Les pertes de l'ENEE atteignent 38% et sa dette près de 3,3 Mds USD soit 13,8% du PIB 2020.

6. Panama

Le secteur agricole panaméen est en crise. L'Association National des Producteurs dénonce l'augmentation des prix des engrais, intrants indispensables aux cultures, et appelle le Gouvernement à trouver une solution. Le coût des engrais aurait augmenté de 40-50%. Le Gouvernement Cortizo, cherchant à répondre à la détresse de nombreux producteurs, a mis en place une commission de haut niveau, afin d'évaluer l'ensemble des solutions à apporter à cette crise. Cette crise des engrais est pour le moment, purement conjoncturelle, provoquée notamment par un ensemble de facteurs externes, à savoir une augmentation du prix du gaz, de l'électricité et du pétrole au niveau mondial ainsi que de la crise du transport maritime international (congestion de la chaîne logistique). Par ailleurs, la pandémie a lourdement impacté l'économie des grands pays producteurs (Chine, Etats-Unis, Europe), ce qui a significativement suspendu la production d'engrais et par ricochet les exportations de ses produits à destination de l'Amérique Latine en général, et du Panama en particulier. A ce propos, la Chine a par exemple suspendu l'ensemble de ses exportations d'intrants agricoles afin prioriser sa demande interne, ce qui a mécaniquement fait augmenter les prix des

engrais, du fait de la rareté du produit. La problématique conjoncturelle du prix des intrants agricoles aujourd'hui, pourrait à long terme, se transformer en une problématique plus importante, celle de l'approvisionnement alimentaire pour le Panama.

Approbation en 3^{ème} lecture du budget 2022. Le budget de l'Etat pour 2022 atteint les 25,3 Mds USD, avec une prévision de déficit budgétaire égale à 2,5 Mds USD, soit 15 M USD supérieurs à la proposition budgétaire initiale, en raison des différents ajustements effectués par l'Exécutif. Autrement dit, le Gouvernement comptera en 2022 une nouvelle année budgétaire dans le rouge, avec un déficit couvert par de la dette, dont le solde actuel avoisine **les 40 Mds USD**. Néanmoins, il convient tout de même de souligner que le déficit budgétaire 2022 sera inférieur aux déficits 2020 et 2021. Le Ministère de l'Economie et des Finances espère d'ailleurs abaisser la relation dette/PIB dans les prochaines années, qui a atteint les **70% en 2020**.

Un marché du travail panaméen sous pressions. La toute dernière enquête réalisée par la Controloria révèle qu'au mois de juillet, près de 282 000 personnes étaient sans emploi. Bien que le taux de chômage ait diminué (diminution de 4 points de pourcentage) par rapport à 2020 où il atteignait 18,5% (371 000 personnes étaient au chômage), la donnée la plus importante de l'enquête est celle relative à la **diminution de la population économique active** (personnes qui travaillent ou qui recherchent activement un emploi). La population active a en effet diminué de 3,2 points de pourcentage, passant de 63% en 2020 à 59,8% en 2021. **L'explication de la baisse du chômage entre 2020 et 2021 réside ainsi dans la baisse de la population active** ; autrement dit, le chômage a diminué principalement parce qu'il y a aujourd'hui moins de personnes à la recherche d'un travail. Cette situation témoigne certes de l'impact positif des programmes d'aides sociales mis en place par le Gouvernement afin de soulager économiquement les ménages les plus vulnérables, mais peut également révéler le fléau de l'informalité auquel le marché du travail

panaméen est de plus en plus confronté. Les ménages panaméens se réfugient économiquement dans l'informalité et sortent ainsi des chiffres du chômage.

Le régulateur des banques qualifie de « douteux et d'irré récupérables » 25% des crédits modifiés pendant la période de moratoire. Le portefeuille de crédits modifiés au 1^{er} juillet 2021 était de 12,8 Mds USD, dont près de 3,2 Mds USD sont considérés comme irrécupérables et douteux (dont 51% sont des crédits personnels, pour la plupart des prêts hypothécaires, et 49% des crédits d'entreprises). **« Les crédits douteux » (2,4 Mds USD)** se réfèrent notamment aux personnes physiques ou morales qui après avoir pris contact avec leur banque, ne présentent pas la condition financière suffisante qui leur permette une restructuration du crédit. Quant aux **« crédits irrécupérables » (820 M USD)**, ils se réfèrent aux personnes qui n'ont pas pu respecter les nouveaux termes et conditions de crédits préalablement définis avec la banque. Dans cette catégorie, on intègre aussi les personnes qui au 30 juin 2021 n'ont pas pris contact avec les autorités bancaires. La question aujourd'hui des hypothèques se pose. Alors que la normalité bancaire voudrait que les banques exécutent les hypothèques, autrement dit, qu'elles rachètent les logements des ménages incapables financièrement de rembourser leurs prêts, Amauri Castillo, Superintendant des Banques, évoque l'idée de créer un fonds de soutien public des banques afin de gérer les logements que le débiteur ne peut pas payer. Néanmoins, le Superintendant rappelle la solidité du secteur bancaire, qui aujourd'hui dispose de liquidités et de capitaux suffisants pour amortir ses 25% de crédits irrécupérables et douteux. Le seul risque pour l'économie panaméenne et par ricochet pour le secteur bancaire, serait une dégradation de la note du Panama, suite à une mise sur liste noire du GAFI.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le Président Luis Abinader a annoncé que le gouvernement ne présentera pas de projet de réforme fiscale, mais qu'il s'attachera à consolider la reprise économique du pays. Il a assuré vouloir améliorer la gestion et la transparence des dépenses publiques. Il entend également concentrer ses efforts sur l'investissement afin de produire une meilleure croissance économique et améliorer l'ensemble du réseau de services publics.

Le ministre de l'énergie et des mines, Antonio Almonte, a déclaré que l'investissement privé était indispensable au développement du secteur électrique. Il a annoncé que plusieurs appels d'offres seront lancés l'année prochaine dans l'optique de favoriser l'investissement de capitaux privés dans les énergies renouvelables. Ces projets viseront à encourager la neutralité carbone à l'horizon 2050. Par ailleurs, le gouvernement a lancé un audit des distributeurs afin que les investisseurs connaissent la situation financière de chacun d'entre eux. Alors que les réseaux de transport sont à la traîne et que leur état s'est détérioré au fil des ans, le gouvernement élabore un plan d'expansion.

2. Haïti

L'insécurité et la violence des attaques des gangs continuent de gangrener le pays. En jouissant d'une quasi-impunité, ces derniers ont entrepris de façon systématique des vols de cargaisons de carburant. Des terminaux pétroliers jusqu'aux routes d'approvisionnement, le pays se retrouve désormais paralysé, incapable d'acheminer le carburant dans le pays. La pénurie d'essence et

ses conséquences humanitaires sont redoutées. En réaction, les Etats-Unis ont annoncé envoyer un appui à la Police nationale (PNH) pour sécuriser le passage et permettre la livraison de produits pétroliers dans le pays.

3. Cuba

Augmentation des vols à destination de Cuba.

A partir du 15 novembre, le gouvernement autorisera les différentes compagnies aériennes opérant des vols vers Cuba à augmenter leurs activités régulières dans 10 aéroports de l'île. L'Agence cubaine des aéroports et des services aéroportuaires, ECASA a annoncé que différentes compagnies aériennes internationales ayant des vols vers Cuba depuis les États-Unis, le Panama, le Mexique, l'Amérique latine et l'Europe en général, augmenteront leurs opérations à partir de ce mois de novembre.

L'aéronautique civile cubaine depuis la semaine dernière a informé toutes les compagnies aériennes du nombre de fréquences qu'elles peuvent exploiter à partir du 15 novembre, conformément à l'annonce du pays pour cette date.

En réponse aux questions répétées des clients cubains concernant les vols en provenance des États-Unis, du Panama, du Mexique et d'autres destinations importantes, ECASA s'est limitée à répondre que le programme de novembre ne sera pas connu avant la fin de cette semaine. Sans aucun doute, les plus grandes attentes sont centrées sur les vols des compagnies aériennes américaines telles que American Airlines, Jet Blue et SouthWest Airlines, l'une des rares compagnies aériennes qui assurent actuellement des vols réguliers vers Cuba.

La réglementation cubaine a non seulement réduit les vols en provenance des États-Unis, mais aussi d'une douzaine de destinations en Amérique centrale et du Sud. Dans le cas des vols en provenance des États-Unis, ils subissent actuellement une double limitation. En plus des interdictions imposées par l'ancien président Donald Trump aux autres compagnies aériennes

se rendant à Cuba, et à celles autorisées à le faire via d'autres aéroports que La Havane, le gouvernement cubain a imposé d'autres restrictions pour des raisons sanitaires depuis janvier de cette année.

Parmi les itinéraires les plus recherchés par les passagers cubains à l'heure actuelle figurent aussi les vols vers le Panama, via Copa Airlines, ou d'autres compagnies qui couvrent la route entre l'île et la nation isthmienne.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 27/10/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	558 654 <i>Décès : 7 008</i>	70,00% <i>(18/10)</i>
Cuba	948 847 <i>Décès : 8 210</i>	86,77% <i>(25/10)</i>
Guatemala	597 768 <i>Décès : 14 862</i>	28,73% <i>(26/10)</i>
Haïti	23 773 <i>Décès : 662</i>	0,69% <i>(18/10)</i>
Honduras	374 783 <i>Décès : 10 210</i>	38,17% <i>(22/10)</i>
Jamaïque	88 530 <i>Décès : 2 192</i>	19,62% <i>(27/10)</i>
Nicaragua	16 422 <i>Décès : 208</i>	14,10% <i>(22/10)</i>
Panama	472 057 <i>Décès : 7 314</i>	67,82% <i>(27/10)</i>
El Salvador	113 422 <i>Décès : 3 604</i>	65,79% <i>(25/10)</i>
République dominicaine	378 234 <i>Décès : 4 118</i>	60,95% <i>(26/10)</i>

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international